

L'AFFAIRE REBONDIT

VIRAGE à 180° dans l'Affaire. A peine, contre toute logique d'une instruction sérieuse et en dépit de l'opposition de la partie civile et des protestations des principaux inculpés, avait-on annoncé une clôture qui laissait scandaleusement inexplorés toutes les voies ouvertes sur la vérité, que le pouvoir changeait d'avis et faisait décider une prolongation de l'information.

Quelle est la raison de ce revirement ?

On a invoqué l'inévitable débat parlementaire que le maintien ouvert du dossier a entavé, le gouvernement ayant pu se rappeler de son respect bien connu de la Justice pour ne pas préjuger de l'instruction qui se poursuit. Il y a cependant davantage. La décision du Garde des Sceaux, ministre de la Justice a découlé d'éléments nouveaux apportés par une enquête menée — parallèlement à l'instruction — par la Préfecture de Police. Contrairement à ce qui fut affirmé tout d'abord, il ne s'agissait pas seulement d'une enquête intérieure, semblable à celle qui a eu lieu — ou a toujours lieu — au sein du SDECE, puisqu'elle a eu recours à au moins un témoin extérieur. Dans cette affaire où tout est anormal et où procédures et procédés semblent toujours à la limite, sinon en marge, de la légalité, a-t-on le droit de s'étonner que la police ait poursuivi sa propre enquête dans l'ombre de l'instruction et lui en livre les résultats à l'heure qui lui convient (comme elle l'avait déjà fait en ce qui concerne la « livraison » de ses membres Souchon et Voltot). Ladite enquête compromet essentiellement le commissaire Simbille, sous-directeur de la police judiciaire, accusé de fréquenter amicalement Boucheseiche. Il est probable qu'une décision d'une telle conséquence n'a pas été prise sans raisons graves. On peut se demander si ce n'est pas que les policiers Souchon et Voltot n'étaient pas prêts à porter seuls la lourde responsabilité de leur participation au crime alors qu'ils connaissent le responsable qui les a « couverts » et dont ils n'ont pas dit le nom à l'instruction ? Ce responsable serait-il Simbille ?

Par ailleurs, l'équilibre conservé jusqu'au mois dernier semble se rompre également du côté du SDECE à l'égard duquel Leroy-Finville maintient son attitude prudente mais accusatrice.

Le pouvoir sent qu'il lui est im-

possible de s'en tirer devant l'opinion publique, au cours d'une nouvelle année électorale, en lui disant que cela ne la regarde pas, alors que les accusés obscurs et sans-grades paraissent rétifs à jouer les victimes exploités. Le supplément d'information peut-il permettre de doubler le cap des élections législatives anticipées ? Ou, puisque de Gaulle a déclaré que l'on ne voterait pas cette année, s'agirait-il au contraire d'oser une opération chirurgicale radicale frappant les responsables français de l'Affaire, aussi hauts placés soient-ils, permettant une démonstration audacieuse : si des faux-frères peuvent s'introduire dans les allées du pouvoir, celui-ci ne recule pas devant son auto-épuration ? Cela est plus qu'improbable, bien que la contradiction semble être au cœur même de l'Etat. Le ministre Frey n'a-t-il pas couvert Lemarchand alors qu'au cours du débat « annexe » du Parlement sur l'amnistie, l'UNR s'est divisée dans la confusion et les invectives haineuses sur le cas du député-barbouze que l'Elysée n'a pas voulu laver d'un verdict qui le taxe d'infamie.

Pour l'Affaire comme pour le reste, ce n'est pas du côté de l'opposition que le régime a quelque chose à craindre. En témoigne la réunion du Comité national pour la vérité sur l'Affaire Ben Barka, où les discours ronronnaient des banalités, et où un représentant du syndicat C.G.T. de la police déplorait la discrédit jeté par « le rôle de certains » sur l'ensemble du corps.

Si vraiment les hommes du pouvoir n'étaient pas directement impliqués dans l'Affaire, s'ils décidaient que tous les coupables soient sacrifiés — chose, encore une fois, fort peu probable après le discours de M. Frey au Parlement — l'opposition serait désarmée, car elle n'entend pas, au delà du gaullisme, mettre en question l'ensemble du système bourgeois de police, d'espionnage et de contre-espionnage.

Quoi qu'il en soit, au point où nous en sommes, les ressorts de l'Affaire restent cachés, mais le secret est fragile. Du simple fait des contradictions qu'elle recèle, elle se révèle plus difficile à enterrer qu'il ne le semblait tout d'abord. Cependant, en dernier ressort, qu'elle le soit ou non dépendra de la vigilance du mouvement ouvrier.

M. DERVAL.

3000 FEMMES

(Suite de la première page)
d'un manœuvre masculin et d'une femme qualifiée est encore supérieure à 0,5 FF. C'est pourquoi la première grève spontanée pour l'égalité des rémunérations a précisément commencé là.

Débordés, les syndicats ont tenté de prendre la grève en main ; la tâche était dure. Pouvaient-ils prétendre diriger une grève de 3.000 femmes avec 60 délégués syndicaux dont 59 hommes ? Ils ont été contraints d'accepter la formation d'un comité de grève (le 28 février) ce qui était exigé par l'avant-garde et par le Parti wallon des travailleurs (le nouveau parti socialiste de gauche). Mais, ce comité de grève, ils ont essayé de le submerger sous les tâches subalternes (distribution des secours, etc.) ; de plus, les syndicats ont dû répondre à l'appel des grévistes en organisant une manifestation. Mais ils ont attendu jusqu'au 7 avril pour l'organiser, en la maintenant à Herstal, au lieu de la tenir en ville, c'est-à-dire à Liège, malgré la volonté clairement exprimée d'un grand nombre de travailleuses. Au lieu de l'organiser de façon à pouvoir mobiliser un maximum de forces, ils l'ont convoquée à l'heure où les 3.500 ouvriers mis en chômage devaient aller toucher leurs allocations. Ce n'est que le 25 avril qu'eut enfin lieu la manifestation à Liège réclamée pendant plus d'un mois.

Un problème des hommes existe qui montre d'ailleurs clairement le sens de la grève et explique les tactiques patronales et ouvrières qui s'affrontent : la F.N. compte 3.000 femmes et 7.000 hommes. Dans le passé, chaque fois que les commandes baissaient, le patron licenciait des hommes mieux payés pour faire exécuter les travaux à meilleur compte par des femmes. Et quand le syndicat n'est pas là pour le leur expliquer, nombre d'ouvriers imputent leur chômage aux femmes, au lieu de mettre en cause l'inégalité de traitement. Maintenant, c'est la grève, et la moitié des ouvriers est touchée par l'interruption des travaux. Pour prévenir tout conflit, pour développer la solidarité, il était du devoir des organisations ouvrières d'expliquer aux hommes que le responsable de la grève est le patron et non pas les ouvrières. Là encore, seuls des groupes d'avant-garde (P.C. maoïste et Parti wallon des travailleurs) ont fait leur devoir dès le début. Le P.C. pro-Moscou, quant à lui, s'alligne à 100 % sur l'organisation syndicale F.G.T.B., le syndicat socialiste, dirigé dans la région par la tendance « renardiste », qui joue un rôle de frein dans la grève.

Obligée de la soutenir, elle fait tout pour l'isoler, l'user et la conduire à l'impasse. La social-démocratie « soutient » la grève (car elle a quitté le gouvernement) : elle appelle à fournir des fonds. Toujours la même tactique : « aider » en limitant la solidarité « agissante » ; maintenir la grève isolée, faire aller les femmes à la défecte.

Quand, au siège de Charleroi des A.C.E.C. (Constructions électriques, dont le siège de Herstal a été en grève pendant plus d'un mois) les militants ouvriers voulurent faire débrayer ; syndicats et militants du P.C. « orthodoxe » ont eu recours à des tracts — et des voies de fait — d'une violence sans précédent... sauf celle utilisée contre les trotskystes en 1936 ou en 1944-45 : « provocateurs », « agents du patronat », « groupuscule vomi par la classe ouvrière » étaient quelques-unes des perles du langage utilisé par les bureaucrates. Néanmoins, aux A.C.E.C. de Charleroi, la grève eut lieu aussi, du 13 au 18 avril, malgré les manœuvres des bonzes, qui proclamaient qu'avec 62 % des voix au lieu des deux tiers, le quorum n'était pas atteint en faveur de la grève. A Herstal, aux A.C.E.C., c'est au moyen du vote secret (l'arme des lâches) que la grève fut étouffée.

Aujourd'hui, la grève continue toujours à la F.N. (1). Les marxistes-révolutionnaires sont au côté des grévistes pour faire redémarrer la solidarité. L'activité du P.C. maoïste a été très grande, mais ce parti est desservi par son sectarisme de style ultra-gauchiste. Par exemple, il a maintenu officiellement un « comité d'action » à côté du « comité de grève » syndical, alors que 85 % des ouvrières sont syndiquées. Le P.W.T., parti centriste de gauche, souffre de nombreuses déficiences organisationnelles qui se révèlent être le frein le plus important de son action.

La lutte de la F.N., dont le patronat est soutenu par celui de toute la Belgique, doit être étudiée attentivement par le mouvement ouvrier. Il révèle comment certaines couches particulièrement exploitées, comme les femmes et les jeunes, sont susceptibles de développer une combativité qui fait trembler la bourgeoisie.

25-IV-1966.

PASCAL.

(1) La grève vient de se terminer par un succès partiel. A l'heure où nous mettons en page, les femmes savent qu'elles ont obtenu ces concessions par leurs propres forces. Si la victoire ne fut pas totale, la responsabilité n'en incombe qu'aux appareils syndicaux et à personne d'autre.

GRENOBLE « CABINET FANTÔME »

A QUELQUES JOURS de diffusion la presse a proclamé la victoire de Mitterrand sur Mollet puis a couvert de sarcasmes le contre-gouvernement dont on attendait monts et merveilles. Mollet et Billères, après avoir soulevé de nombreuses objections, avaient cédé aux exigences du candidat présidentiel, promu maintenant « leader de la gauche française ». En vérité, on a signifié à Mitterrand que les directions des partis n'étaient pas prêtes à se laisser dessaisir de leurs prérogatives, après quoi, il lui a été accordé une sorte de liberté provisoire. Les apparences étaient sauvées. La Fédération allait repartir du bon pied. Pour quelques jours seulement.

Le lancement du contre-gouvernement a été le plus beau ratage que l'on puisse imaginer. Le seul encouragement empreint d'un peu de chaleur est venu du journal le plus réactionnaire de Paris, l'« Aurore », qui regrettait seulement qu'on n'y ait pas fait place à Lecanuet. A cela Mitterrand a répondu le lendemain qu'il pourvoira à l'élargissement de la coalition en temps utile et le propos a été assez clair pour comprendre qu'il s'agit d'un élargissement sur la droite qu'il souhaiterait pouvoir faire entériner par le P.C.F.

Il ne sera pas facile d'effacer

GRANDES MANŒUVRES ET

l'échec de ce gouvernement fantôme qui ne suscite aucune épouvante et n'est pris au sérieux par personne. Ce genre d'opération ne souffre pas d'un dérapage sous peine de se transformer en farce.

En l'occurrence il s'agit bien d'un subterfuge, d'un « truc » de politicien ingénieux qui cherche désespérément à pallier à son isolement, et à une marge de manœuvre très étroite. Mitterrand désirait pour le moins obtenir l'appoint des ménéstres, mais le moment de cette rencontre n'est pas encore venu.

Au goût de Mendès-France, qui a par ailleurs d'autres ambitions que d'être le lieutenant de Mitterrand, ou son ministre des Finances, la Fédération demeure trop soumise à l'appareil S.F.I.O. et à Guy Mollet. Pour demeurer le « sauveur » de la gauche, P.M.F. doit se cantonner dans une prudente réserve, dans l'attente des grandes impasses où l'on viendra le solliciter en grande pompe à Louviers... ou à Grenoble (comme l'on allait chercher l'autre à Colombey).

Cette réserve de Mendès-France à l'égard de la F.G.D.S. sert à point le P.S.U. en vue des prochains marchandages pour les élections législatives. Le colloque de Grenoble avait au fond pour raison d'être de revaloriser les actions en baisse du P.S.U. Car la hau-

te technicité de ces « théoriciens modernistes » ne leur fait pas dédaigner pour autant les calculs plus sommaires et plus terre à terre de l'arithmétique électoraliste.

La force attractive qu'exerçait la F.G.D.S. dans certains milieux peu ou prou P.S.U. a perdu de sa vigueur. En même temps les dirigeants de la Fédération ne tiennent plus à accueillir le P.S.U. dans leurs rangs. Une telle adhésion risquerait de rompre un équilibre interne de plus en plus précaire, et de susciter, en particulier, une crise grave avec les radicaux dont le cœur balance entre Mitterrand et Lecanuet. Il est vrai que l'alliance avec les radicaux risque de toute manière d'être remise en question le jour où la fusion organique sera placée sérieusement à l'ordre du jour de la Fédération.

Dans ces conditions, paradoxalement, Grenoble, qui devait être initialement l'antichambre de la F.D.G.S. pour le P.S.U. et quelques autres, s'est mué en manifestation anti-Fédération. Une manifestation passablement stérile et sans grand lendemain sous ses dehors pleins de prétentions ; et dans son contenu « théorique », une tour de Babel de la confusion social-technocratique sur laquelle il sera peut-être amusant de revenir si des événements plus sérieux ne nous en empêchent pas.

S'étant heurtés aux portes closes de la F.G.D.S., les dirigeants du P.S.U. se résignent-ils maintenant à n'être plus que factotums et piétaille de Mendès-France ?

L'élément de clarification qu'apporte Grenoble, c'est que certains de ces dirigeants ont exprimé plus crûment leurs vues néo-réformistes enrobées d'un modernisme passe-partout. Selon ces apprentis sorciers, le socialisme est devenu l'affaire des techniciens. La lutte de classes fait place à la technicité qui pourvoit à tout. Le simple jeu de la majorité parlementaire permettra de s'emparer des leviers de l'Etat qui, grâce à un usage savant, fonctionnera désormais au bénéfice du socialisme. Point besoin même pour cela d'entreprendre des nationalisations à outrance. Et en tout état de cause les propriétaires dépossédés seront indemnisés.

Ce « socialisme » bien propre et bien huilé, sans bavures, sans irruption des masses et, bien entendu, sans résistance des classes possédantes pouvant entraîner effusion de sang, est une douce utopie qui rejoint curieusement le pan-capitalisme des gaullistes de gauche (voir l'article de J. Devaux dans ces colonnes). Il est étrange de voir des gens qui se piquent de réalisme et d'une connaissance concrète du fonctionnement de l'Etat semer l'illu-